

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, s'est prononcée sur la proposition d'avis suivante, comme suit :

Nous demandons la modification de l'article 42 par le contenu du cadre réglementaire de la procédure de visite de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail. Nous demandons à ce que cette procédure de visite soit ajoutée en annexe au règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée. Cela fera l'objet d'un vote en CSAE.

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSSup			1	
Total			8	

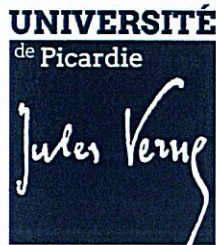
Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN

Direction Générale des Services
Pôle Ressources et Moyens
1, chemin du Thil
CS 52501
80025 AMIENS CEDEX 1
Mél : dgarem@u-picardie.fr



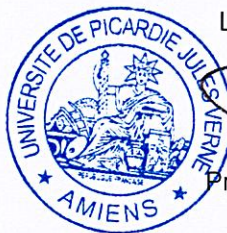
EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT DU 2 JUILLET 2024

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable aux préconisations émises par les représentants du personnel à la suite de la visite du service scolarité de l'UFR des sciences, comme suit :


Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne


Pr. Mohammed BENLAHSEN

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à l'organisation de visites sur sites, comme suit :

1°) Pôle Orientation, Formation et Réussite Etudiante (OFRE) / Direction de la Formation et de l'Innovation Pédagogique (DFIP) : **Service Formation Continue Universitaire (SFCU)**, le mardi 17 septembre 2024 (matin).

Objet : nouvelle répartition des tâches et/ou des secteurs de formation couverts par chaque agent. Voir également les points ayant fait l'objet de signalements sur le registre RSST, connaissance des registres RSST, registre spécial et document unique.

Détail du vote (7 votants) :

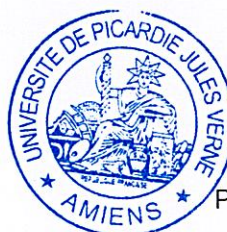
	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
Total			7	

2°) Pôle Patrimoine Immobilier et Infrastructures (P2I) / Direction de l'Exploitation et de la Logistique des Campus (DELC) : **Service Exploitation et Logistique (SEL) Saint-Leu**, le mardi 12 novembre 2024 (matin).

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
Total			7	

Fait à Amiens, le **17 JUL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN

Direction Générale des Services
Pôle Ressources et Moyens
1, chemin du Thil
CS 52501
80025 AMIENS CEDEX 1
Mél : dgarem@u-picardie.fr



EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT DU 2 JUILLET 2024

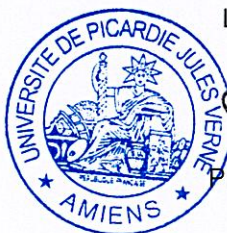
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à la proposition d'avis suivante, comme suit :

Nous demandons à ce que les cellules RPS (risques psychosociaux) et VSS (violences sexistes et sexuelles) présentent au référent VDHAS (violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes) tous les signalements qui leur ont été soumis même si elles ont jugé qu'ils ne relevaient pas de son périmètre d'intervention. Le référent VDHAS doit pouvoir donner un avis sur ces signalements (si c'est un problème interpersonnel ou lié à l'organisation du service ou au deux, harcèlement,...) et permettre leur inscription et suivi dans les VDHAS.

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne


Pr. Mohammed BENLAHSEN

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à la proposition d'avis suivante, comme suit :

L'administration doit veiller à ce qu'il y ait bien un responsable du suivi des actions du registre Santé Sécurité au Travail (RSST). Nous demandons à ce qu'une note de service soit transmise à l'ensemble des chefs de service afin de rappeler leurs obligations en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail envers leurs agents (réglementation en annexe joint à cet avis) et de clarifier leur rôle dans la gestion du suivi des actions. Cette note sera communiquée pour information aux assistants de prévention et présentera les différentes étapes à suivre pour le suivi des déclarations.

Annexe : Article 2-1 du décret 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Les chefs de service sont chargés, dans la limite de leurs attributions et dans le cadre des délégations qui leur sont consenties, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité.

Article 3-2 du décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique. Modifié par Décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 - art. 103

Un registre de santé et de sécurité au travail est ouvert dans chaque service et tenu par les agents mentionnés à l'article 4. Ce document contient les observations et suggestions des agents relatifs à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Le registre de santé et de sécurité au travail est tenu à la disposition de l'ensemble des agents et, le cas échéant, des usagers. Il est également tenu à la disposition des inspecteurs santé et sécurité au travail et des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail compétentes ou, à défaut, des comités sociaux d'administration.

Article 4- Modifié par Décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 - art. 103

Dans le champ de compétence des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ou, à défaut, des comités sociaux d'administration, des assistants de prévention et, le cas échéant, des conseillers de prévention sont nommés par les chefs de service concernés, sous l'autorité desquels ils exercent leurs fonctions. Les assistants de prévention constituent le niveau de proximité du réseau des agents de prévention. Les conseillers de prévention assurent une mission de coordination ; ils sont institués lorsque l'importance des risques professionnels ou des effectifs ou lorsque l'organisation territoriale du département ministériel ou de ces établissements publics le justifient.

Les chefs de service concernés adressent aux agents mentionnés au premier alinéa une lettre de cadrage qui définit les moyens mis à leur disposition pour l'exercice de leurs missions. Une copie de cette lettre est communiquée à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail dans le champ de laquelle l'agent est placé ou, à défaut, au comité social d'administration.

Les dispositions du présent article et de l'article 4-1 sont sans incidence sur le principe de la responsabilité du chef de service mentionnée au 2-1.

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohamed BENLAHSEN

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à la proposition d'avis suivante, comme suit :

Les représentants du personnel de la formation spécialisée demandent à ce qu'une note de service soit transmise à l'ensemble des chefs de service rappelant les situations dans lesquelles il y a obligation à rédiger un plan de prévention en y précisant les moyens d'accéder au modèle UPJV.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			1	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			7	

Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

[Signature]
Pr. Mohammed BENLAHSEN

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à la proposition d'avis suivante, comme suit :

Les membres de la FS-SSCT, réunis le 02 juillet 2024 demandent si l'UPJV a mis en place son PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté) afin de répondre à ses obligations de protection des agents contre toutes formes de menaces par un ou des individus extérieurs à l'établissement.

Nous rappelons également qu'un Plan Particulier de Mise en Sûreté pour les Établissements d'Enseignement Supérieur (PPMS – EES) est spécifiquement conçu par le gouvernement pour les universités, les grandes écoles et autres établissements d'enseignement supérieur.

Cela renvoi aux orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de 2024 rappelées dans l'annexe joint à cet avis.

Annexe : Les orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de 2024 indique que l'établissement doit protéger les personnels de toutes formes de menaces par un ou des individus extérieurs à l'établissement. Particulièrement dans le cadre d'intrusion de personnes violentes ou d'attentat.

Au-delà des chefs d'établissement, chaque personnel est invité à être vigilant face au risque de violences externes.

En ce sens il convient d'anticiper et de mettre en œuvre les mesures favorisant la résilience.

– Mettre en place la cellule de crise de l'établissement afin d'être prêt à gérer tout événement grave susceptible de porter atteinte la vie des agents et des usagers ainsi qu'au fonctionnement de l'établissement.

– Mobiliser le collectif de travail pour définir les mesures de protection les plus appropriées en situation de menace majeure. Cette démarche permettra aux personnels d'intégrer et de donner du sens aux consignes établies.

– S'appuyer pour cela sur les guides de recommandations rédigés par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).*

– Consigner dans un document de synthèse l'ensemble des disposition prises.

– Informer et former les personnels sur les mesures de prévention spécifiques en situation de menace majeure.

– Réaliser des exercices dédiés visant à confirmer et à améliorer les dispositions établies.

– Préparer un dispositif d'accompagnement des agents et des usagers victimes de situations à risque de stress post traumatique.

– Faciliter l'octroi de la protection fonctionnelle des agents.

– Intégrer au Duerp et au programme annuel de prévention l'analyse des menaces et les mesures nécessaires pour la sécurité des personnes.

* Guide à destination des présidents d'université, des directeurs d'établissement d'enseignement supérieur et des référent défense et sécurité (2016).

Nous rappelons également qu'un Plan Particulier de Mise en Sûreté pour les Établissements d'Enseignement Supérieur (PPMS – EES) est spécifiquement conçu par le gouvernement pour les universités, les grandes écoles et autres établissements d'enseignement supérieur. Il prend en compte les particularités de ces institutions, telles que la présence de laboratoires de recherche et d'installations spécialisées. Ce plan vise à protéger les étudiants, le personnel et les installations contre les risques majeurs et les menaces terroristes. Il met l'accent sur la prévention et la gestion des risques spécifiques à ces établissements, tels que les incidents liés à la recherche scientifique, les accidents chimiques, les actes de violence, et autres. Il exige la mise en place de mesures de sécurité appropriées, telles que des systèmes de surveillance, des procédures d'évacuation, des plans d'alerte, et des formations spécifiques pour le personnel et les étudiants.

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN



**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

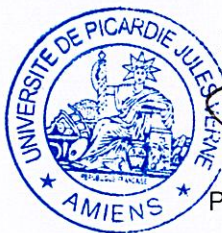
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à la proposition d'avis suivante, comme suit :

Les membres de la formation spécialisée proposent qu'une ligne budgétaire soit attribuée aux services ayant rédigé leur document unique pour les aider à financer la mise en place d'actions de prévention en matière de santé et de sécurité. Cela permettrait d'aider les chefs de service à remplir leur obligation de santé et de sécurité et serait un levier permettant de favoriser la rédaction des documents uniques.

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

Fait à Amiens, le **17 JUIL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne


Pr. Mohammed BENLAHSEN

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS
DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT
DU 2 JUILLET 2024**

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le mardi 2 juillet 2024, a émis un avis favorable à la proposition d'avis suivante, comme suit :

Nous membres de la formation spécialisée nous demandons à recevoir dans les plus brefs délais le procès-verbal de la séance du 16/04/2024 comprenant notamment le compte rendu des débats et le détail des votes, à l'exclusion de toute indication nominative. Nous demandons également à ce que nos avis ainsi que les suites données aux avis de la séance du 16/04/2024 soient portés à la connaissance des agents sur le site personnel de l'UPJV.

Nous signalons la difficulté à trouver la rubrique « instances » sur le site dédié aux personnels et usagers depuis la refonte du site internet de l'établissement.

En annexe le rappel des articles 36 et 39 du règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée.

Article 36 : Le secrétariat administratif des réunions de la formation spécialisée est assuré par un agent de l'établissement spécifiquement désigné par le président de la FS et qui assiste aux réunions. Cet agent est particulièrement chargé, après chaque réunion, de la rédaction du procès-verbal qui comprend notamment le compte rendu des débats et le détail des votes, à l'exclusion de toute indication nominative. Ce document est signé par le président et par le secrétaire, puis transmis dans le délai d'un mois aux membres de la FS. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation de la formation spécialisée lors de la séance suivante.

Article 39 : Les projets et avis émis par la formation spécialisée sont portés à la connaissance des agents en fonction dans l'établissement dans un délai d'un mois. Cette publicité prendra la forme d'une mise en ligne sur le site internet de l'université.

Le président informe, dans un délai de deux mois, par une communication écrite, les membres de la FS des suites données aux propositions et avis émis par la formation spécialisée.

Détail du vote (8 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
Total			8	

Fait à Amiens, le **17 JUL. 2024**



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN